

# • ACCROITRE L'AIDE AU VIETNAM A LA MESURE DE L'ESCALADE • LE 17 MAI DOIT ETRE UN POINT DE DÉPART. — en page 8

MAI 1967 • NUMÉRO 18

1 Fr. • Afrique du Nord : 0,50

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS



LA QUATRIÈME

# internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNACIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

## Pendant que l'ambassadeur du Pérou déclare : « Il ne sera pas exécuté » ON TENTE D'ASSASSINER HUGO BLANCO

La vie de Hugo Blanco est plus que jamais en danger. La menace a changé de forme, mais elle a grandi. Dans le moment même où l'ambassadeur du Pérou faisait savoir à Jean-Paul Sartre que notre camarade ne serait pas exécuté, il échappait de justesse à une tentative d'assassinat perpétrée dans l'île-bagne du Fronton par des soldats postés sur son chemin, alors qu'il se rendait à une convocation du directeur. Et depuis, nous apprenons par la presse de Lima — sans confirmation de nos amis péruviens et de nos camarades du F.I.R. — qu'il serait « malade ».

La campagne mondiale pour la vie de Hugo Blanco se poursuit, et le gouvernement Belaunde Terry semble devoir renoncer à l'assassinat « légal » décidé par une cour de justice militaire dont il nous révèle la véritable « indépendance » par cette déclaration d'ambassadeur qui préjuge de la décision judiciaire. Mais la voix de Hugo Blanco continue à retentir comme on le verra par la lettre et la résolution aux étudiants péruviens que nous publions dans ces colonnes, et cette voix de prisonnier fait trembler les misérables gouvernements sud-américains, valets de l'impérialisme yankee.

A Punta del Este, ces régimes ont montré ce qu'ils étaient : ils venaient marcher sur leurs services de mercenaires des U.S.A. pour des subventions dont leur maître est de plus en plus chiche. Personne n'a été dupe des « solutions » dont Johnson s'est réjoui et qui renvoient le règlement des

problèmes à 1970 et aux quinze années suivantes. Le sérieux c'est la conférence des ministres des Affaires étrangères qui se tiendra dans deux mois et qui étudiera les moyens de faire face à la « subversion castriste ». Même sans aumônes les gouvernements de fantômes plus ou moins galonnés se mettront d'accord pour lutter contre la révolution. Sans attendre, ils ont commencé et c'est ce qui rend plus pressante la solidarité avec les luttes engagées en Amérique latine. C'est pourquoi nous avons consacré la plus large place dans ce numéro de notre mensuel aux informations et documents sur l'Amérique latine.

Si la répression se poursuit — et elle nous atteint à nouveau douloureusement avec l'arrestation de notre camarade bolivien Hugo Gonzalez Moscoso, dirigeant du P.O.R., d'autant plus menacé par sa déportation dans une région insalubre qu'il est gravement malade — ces durs coups ne sont pas le signe de la défaite, mais le prix des premiers engagements de la révolution sud-américaine. Ce qui se discute dans toute l'Amérique latine, aujourd'hui, ce n'est pas le repli mais l'offensive. C'est le sens réel qu'il faut donner à un document comme celui du F.I.R. qu'on lira en page centrale et qui reprend le problème

du « guerillisme » trop considéré par d'incontestables révolutionnaires — des plus courageux et des plus proches de nous — comme la simple recette de la victoire révolutionnaire. Cette discussion, nous n'en doutons pas, aura les prolongements les plus importants.

C'est encore dans le même temps que « Che » Guevara sort du silence en publiant un appel qui fera date dans l'histoire et qui éclaire son départ de Cuba. Cet appel, rupture ouverte avec le post-stalinisme capitulaire de Moscou comme avec le dogmatisme borné des maoïstes, peut sans doute servir de point de départ à un regroupement révolutionnaire latino-américain, dans la mesure où la stratégie qui doit en découler fera l'objet d'une discussion démocratique sérieuse, telle que celle que propose nos camarades du F.I.R.

Nous reviendrons sur tous ces problèmes dont la discussion concerne tout le mouvement ouvrier mondial et est un devoir parallèle à l'action de solidarité. Celle-ci s'est poursuivie pour Hugo Blanco. Le meeting du 10 avril, à Paris, a été un grand succès, inespéré même, semble-t-il, par ses organisateurs du Comité de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou, puisque la grande salle du premier étage de la Mutualité se révéla trop petite, et que la police, prétextant l'insuffisance du cubage d'air refoula plusieurs centaines de personnes. Les 1.500 auditeurs applaudirent successivement Laurent Schwartz, (suite en p. 4) **Michel LEQUENNE.**

### CERCLE KARL MARX

LE VENDREDI 16 JUIN, à 20 heures 30  
PALAIS DE LA MUTUALITÉ — salle G

### VERS UN SECOND FRONT RÉVOLUTIONNAIRE SUD-AMÉRICAIN

MICHEL LEQUENNE

Participation aux frais : 2 F

## Les grèves liquidées au meilleur compte

Les articles qu'on lira ont été écrits avant la fin des grèves. Nous n'avons toutefois pas à en changer une ligne : nos camarades prévoyaient trop bien vers quelle issue médiocre s'acheminaient les luttes engagées pourtant avec la plus admirable combativité. La volonté de compromis dominait les directions syndicales, et particulièrement celle de la C.G.T. dont le comportement éclaira celui du P.C.F., entièrement soumis à l'impératif de son idylle avec la Fédération, et de ce fait aussi dési-

reux de montrer la force de la classe ouvrière toujours soumise à sa direction, que soucieux de ne pas laisser s'engager une épreuve de forces classe contre classe à l'échelle nationale qui fait trembler les « bons » bourgeois de la Fédération autant que le gouvernement. Avec de tels adversaires, le pouvoir et le capital concerné s'en sont admirablement tirés, au meilleur compte et sans perdre la face, alors que leur situation était très déli-

cate. Il est clair, et l'avenir le confirmera, que la généralisation était possible, de larges secteurs étant prêts à entrer en lutte. Mais l'échelonnement sert mieux la tactique oppositionnelle de la « pression ». Il reste que les demi-avantages obtenus laissent aux travailleurs le sentiment de ne pas avoir été battus. Loïn d'être brisés, ces grèves ont des chances de leur apparaître comme une répétition générale.

### A l'ouest, Saint-Nazaire

Les 3.220 mensuels de la métallurgie nazairienne sont en grève depuis le 1er mars : ils exigent un rattrapage de 16 % de leurs salaires et l'alignement sur Paris. En d'autres termes, les mensuels de St-Nazaire s'attaquent à ce gros morceau que sont les abattements de zone, et cela explique l'âpreté du combat en cours. Pinczon, le patron de combat des Chantiers de l'Atlantique, est bien décidé à ne pas céder ; en fait, il refuse de satisfaire les revendications des mensuels, moins parce que cela gênerait d'une quelconque manière « l'avenir des chantiers » que parce qu'avec lui tout le patronat est concerné. Qu'on en juge : Pinczon prétend ne pas pouvoir accorder plus de 2,75 % d'augmentation à ses mensuels qui, pour un certain nombre, sont à peine mieux payés que les O.S. de la région parisienne alors que leurs qualifications sont nettement supérieures. Mais le pauvre Pinczon vient tout de même d'investir quelque 6 milliards d'A.F. dans ses cales ; ce sont bien les fonds qui manquent le moins. Le

véritable problème est que si Pinczon et la direction de Sud-Aviation donnent satisfaction aux mensuels de la métallurgie nazairienne, un précédent sera créé qui autorisera tous les salariés victimes des abattements de zone à se battre pour leur suppression. L'enjeu est de belle taille et les patrons l'ont bien compris. Et du côté ouvrier ?

Sur le lieu même de la lutte, il est incontestable que les grévistes et les cadres syndicaux ont compris la responsabilité écrasante qui leur revient : il leur faut, seuls ou presque, remettre en cause le système, institué par le patronat, des inégalités entre Paris et la province. Leur combat, ils le savent, est d'abord celui de tous les travailleurs de la région, et cela se vérifie jusque dans les moindres détails de la vie quotidienne à St-Nazaire transformé en champ de bataille.

Actuellement, on vit dans la rue presque à longueur de journée : on y dé- (suite page 3)  
**Antoine VALLON.**

### A l'est, la Lorraine

Partout en France, la situation de l'emploi s'est dégradée, mais si nombre d'ouvriers arrivent plus ou moins à se reclasser, il n'en est pas de même pour les ouvriers mineurs de l'Est. Depuis 1963, 7.000 emplois ont été supprimés dans les mines de fer lorraines ; ceci n'a d'ailleurs pas empêché le rendement d'augmenter : pour la même période, il est passé de 13 tonnes de minerai par jour et par mineur à 20 tonnes. Certes la modernisation des équipements d'extraction n'y est pas pour rien : mais en ce cas, pourquoi du chômage total ou partiel pour les uns alors que les autres continuent à faire trop d'heures ? Aujourd'hui, on compte encore 14.000 mineurs dans les mines de fer : combien demain ? Et si l'on jette ces salariés sur le pavé, comment seront-ils reclassés ? Le Syndicat patronal de la sidérurgie affirme que « la garantie du réemploi immédiat des mineurs a été donnée depuis 4 ans ; elle a toujours été respectée et

elle continuera de l'être ». Mais la vérité est la suivante : un grand nombre de ceux qui ont perdu leur emploi ont dû s'expatrier et passer en Allemagne ou au Luxembourg ou, tout au moins, changer de département. Quant à ceux qui sont restés, ils n'ont eu droit qu'à des emplois de manœuvre plus mal payés que celui de mineur. La reconversion, il n'en est pas beaucoup question puisque, dans la totalité des cas, elle entraîne une diminution inacceptable du pouvoir d'achat. On pourrait maintenant se demander ce que vaut la promesse du patronat de la sidérurgie si l'on sait que, dans l'Est, cette branche de l'industrie doit liquider quelque 16.000 emplois.

C'est cette situation qui est la cause du mécontentement dans les départements lorrains. Existe-t-il des remèdes ?

(suite page 3)  
**Correspondant.**